

CE MONDE QUI BOUGE

Le «printemps arabe»
et ses dérives

Par Hassane Zerrouky

Il y a un an, qui aurait imaginé que le patron de Nessma-TV comparaitrait devant la justice pour «atteintes aux valeurs du sacré», et ce, pour avoir diffusé le film *Persépolis*. Une diffusion qui avait provoqué le 9 octobre dernier la colère des salafistes, lesquels avaient tenté d'incendier le siège de Nessma-TV et le domicile de Nabil Karoui, le patron de cette chaîne privée tunisienne. Certes, le parti Ennahda a réagi en considérant «que les poursuites engagées contre le directeur de Nessma ne représentent pas la meilleure solution pour répondre à la problématique sur l'identité du peuple et l'attachement au sacré d'un côté, et la liberté d'expression de l'autre». Mais, il n'en reste pas moins aujourd'hui que les islamo-conservateurs sont les maîtres du jeu en Tunisie, l'agressé risque une peine de deux ans de prison, tandis que les agresseurs, nullement inquiétés, rassemblés devant le tribunal, faisaient pression pour que justice soit faite.

En Syrie, un fait est passé inaperçu ou du moins n'a pas été relevé par des observateurs se revendiquant des valeurs de la démocratie et du respect des droits de l'Homme : il s'agit du retrait de l'Arabie saoudite de la mission des observateurs arabes en Syrie.

Ce pays, sans Constitution, qui ne tolère aucune opposition, donc aucune alternance au pouvoir, ni la liberté de la presse, qui a réprimé dans le sang – la presse nationale et internationale en ont fait état – les manifestations des chiites, qui a envoyé des troupes pour sauver la monarchie de Bahreïn, offre l'exil à Ben Ali, est en pointe au sein de la Ligue arabe pour dénoncer la répression du régime de Bachar al-Assad contre ses opposants ! Le Qatar, qui se prend pour une grande puissance, pays où la moindre

critique contre ses dirigeants se traduit par la prison, s'est fait tout simplement renvoyer par la «petite» Mauritanie : le président Mohamed Ould Abdelaziz n'avait pas apprécié les «conseils» de l'émir du Qatar l'engageant d'entreprendre sans tarder des «réformes politiques» que le même émir refuse d'engager chez lui ! Il lui a demandé de quitter vite fait les lieux ! Bah, les Mauritaniens auraient dû lui demander de prodiguer ses conseils de réformes à ses amis saoudiens et autres émirats de cette région sous protection militaire américaine. Poursuivons. Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux se moquent éperdument de la démocratie dans les pays arabes : leur seul et unique objectif est d'abattre des régimes qui ne leur plaisent pas.

Formulé ainsi, c'est peut-être un peu court. Reste qu'ils sont intervenus en Irak au nom de la démocratie. Après l'avoir dévasté économiquement et socialement, voilà qu'ils le quittent en laissant ce pays exsangue. C'est le cas également de la Libye : après avoir détruit le régime de Kadhafi, ils ont laissé ce pays dans la pire des situations.

Les combats qui opposent les différentes factions libyennes illustrent la décomposition d'un pays où les amis de Bernard-Henri Lévy – le Conseil national de transition – ne disposent d'aucun pouvoir ni d'aucune autorité. Et pendant qu'à l'arrière-plan, on assiste à des manifestations exigeant l'application de la Charia – sauf que la loi islamique ne s'appliquera qu'aux pauvres, comme c'est déjà le cas dans les pétromonarchies, mais jamais aux riches émirats et à leurs familles – voilà que les kadhafistes se rappellent au bon souvenir de tous en prenant le contrôle de Bani Walid ! Concluons : il est vrai que les régimes autoritaires arabes, qui étaient d'ailleurs soutenus par ce même Occident, portent une grande responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui. Reste qu'il faut cesser de s'illusionner sur ce «printemps arabe» qui aurait, paraît-il, un goût d'inachevé. D'ailleurs posons-nous la question : pourquoi les femmes sont-elles les premières victimes de ce prétendu «printemps arabe» ? Et, partant, cessons de galvauder la notion de «démocratie», de s'illusionner sur cet Occident qui jouerait avec le feu en soutenant l'alternative islamiste, alors qu'il sait parfaitement ce qu'il fait. Et ce, si l'on ne veut pas faire le jeu des tenants de l'autoritarisme politique réactionnaire qui attendent leur heure pour revenir en force !

H. Z.



CÉLÉBRATION EN FRANCE DU 50^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Manifestations multiples
et mémoires croisées

C'est parti pour commémorer le 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. C'est parti mais de ce côté-ci, en France, en attendant qu'Alger se souvienne que c'est bien à nous, Algériens, de marquer cet événement et de procéder à un bilan critique des 50 dernières années. L'Algérie, son histoire, ses parcours récents sont au cœur de nombreuses rencontres, et il y a de tout dans ce foisonnement de commémorations. Il y a ceux qui fêtent la libération mais il y a, aussi, les nostalgiques qui donnent l'impression qu'ils espèrent encore reconquérir leur «terre perdue». Evocations de quelques-unes seulement de ces rencontres, en attendant d'en présenter d'autres.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

Paris, la capitale, n'a pas le monopole des manifestations du 50^e. Sur deux jours - les 10 et 11 mars - à Nîmes, un colloque qualifié d'«historique» sera consacré à «la fédération de France du FLN, 1954-1962». Ce n'est pas une mais un collectif d'une dizaine d'associations qui ont l'initiative de cette rencontre : l'Amicale des Algériens du Gard, l'Association des Algériens du Languedoc-Roussillon et de l'Aveyron, l'Association républicaine des anciens combattants, Coup de Soleil Languedoc-Roussillon, France-El Djazaïr, France-Palestine Solidarité, Institut d'histoire sociale, CGT du Gard, Mouvement de la paix et solidarité 30. Ces acteurs s'attelleront, au cours de ce colloque de 2 jours, à faire le point de la recherche historique sur la présence du FLN sur le territoire français, aspect qui, disent-ils, «comporte encore de nombreuses zones d'ombre». Ali Haroun, Gilbert Meynier, Linda Amiri, Marc André, Emmanuel Blanchard, Didier

Lavrut, Bernard Deschamps, Sylvie Thénault ou encore le sénateur Mostefa Boudina. Des conférences ouvertes à débats avec le public ponctueront ce colloque et traiteront, cela va de soi, du rôle de la Fédération de France du FLN et des spécificités de son combat, de la condamnation à mort des patriotes algériens et leur exécution par la guillotine dans les prisons françaises ou encore du collectif des avocats du FLN en France et des «itinéraires de groupes de choc entre la Wilaya III et la 8^e Région militaire».

Un documentaire *El Bi'r (Le puits)* de Béatrice Dubell consacré à des récits d'engagements anticolonialistes à Lyon et notamment celui de l'abbé Carteron sera projeté aux participants en présence de la réalisatrice.

Par ce colloque, les organisateurs veulent «contribuer à éclairer, sur des faits essentiels, un moment de l'histoire des peuples français et algérien et favoriser ainsi les relations amicales entre l'Algérie et la France». Précédant cette rencontre et dans le

même esprit, la section de Nice de la Ligue des droits de l'Homme tiendra un colloque le 9 février prochain intitulé «Algérie 1962 : pourquoi une fin de guerre si tragique ?»

Les conférences inscrites à ce colloque ne manquent pas d'intérêt et les questions sont probablement pour la première fois posées aussi clairement. Ainsi, l'historien Gilles Manceron démarrera la rencontre en s'interrogeant «Pourquoi une issue comme en Afrique du Sud n'a-t-elle pas été possible ?» Il sera suivi par Jean-Pierre Peyroulou, docteur en histoire, qui traitera de «la violence des ultras de l'Algérie française de 1945 à 1962». Cette «Fin de guerre vue par les Algériens» est ce à quoi le sociologue et universitaire algérien Abdelmadjid Merdaci consacrera son intervention. La question des mémoires occupera la seconde partie de cette journée. L'Historien Yann Sciolto-Zürcher s'interrogera si «l'histoire des rapatriés d'Algérie et la mémoire des pieds-noirs sont-elles compatibles ?».

Quant à Benjamin Stora, il évoquera «les mémoires blessées de la guerre d'Algérie». Les journalistes ne sont pas en reste. Ainsi, Pierre Daum, auteur de *Ni valise ni cercueil* aux éditions Actes Sud, un livre qui remet les pendules à l'heure, consacrera justement son exposé à «Ces Européens restés en Algérie après 1962». Et pour clore ce colloque, une table ronde dont le thème se veut résolument optimiste portera sur «France-Algérie, l'avenir se construit déjà». Son modérateur, notre confrère

re Hassane Zerrouky, sera entouré de Fatima Besnaci-Lancou la présidente de l'association Harkis et droits de l'Homme ; de Jean-François Gavoury, président de l'Association des victimes de l'OAS, et de Jacques Pradel de l'Association des pieds-noirs progressistes et de leurs amis. Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des droits de l'Homme, clôturera le colloque. C'est de mémoire aussi qu'il sera question dès cette fin de mois de janvier. Le 31 janvier à Paris, au théâtre de Chaillot, le journal en ligne Mediapart organise une rencontre intitulée «Mémoires franco-algériennes : 50 ans».

La soirée animée par Edwy Plenel réunira Mehdi Lallaoui, président de l'association Au nom de la mémoire, Fatima Besnaci-Lancou, Florence Dosse et Benjamin Stora, ayant tous pour point commun, dit Edwy Plenel, «celui d'être des enfants de cette mémoire, harkis, pieds-noirs, indépendantistes et appelés».

Comme chaque année, l'association Sortir du colonialisme organisera sa semaine anti-coloniale, qui sera en grande partie consacrée cette année au 50^e anniversaire de l'indépendance algérienne. Dans ce cadre, du 23 février au 11 mars, au musée Montparnasse à Paris 15, de multiples manifestations seront consacrées à «La censure à l'époque coloniale». Les visiteurs pourront ainsi voir des films d'époque censurés, des livres et autres documents interdits par le régime colonial.

K. B.-A.

ALORS QUE ZERHOUNI JURAIT QU'IL NE SERAIT PAS
CELUI QUI LÉGALISERAIT L'EX-FIS
Ould Kablia lâche bride

«Je ne serai pas le ministre de l'Intérieur qui re-légaliserait le FIS dissous», répliquait à chaque fois, sans se démentir, Yazid Zerhouni à ceux qui se préoccupaient alors du dossier du parti Wafa de Ahmed Taleb Ibrahim. Son successeur, Dahou Ould Kablia, ne semble pas nourri de la même tenace conviction, du moins n'en fait-il pas un sacerdoce. Illustration.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dans le premier lot des formations politiques embryonnaires autorisées avant-hier mardi à organiser leurs congrès constitutifs figure le Parti de la justice et de la liberté (PLJ) de Mohamed Saïd. Ancien membre du directoire de Wafa, homme de confiance et bras droit de Ahmed Taleb Ibrahim, ce dernier s'est résolu à lancer un nouveau parti, le PLJ, en l'occurrence, après que son mentor et père spirituel ait, de guerre lasse, décidé de renon-

cer définitivement à courir l'aventure partisane.

Aussi, il est fort à penser que Mohamed Saïd, entreprenant la structuration de son parti, s'est appuyé sur les sédiments organiques de Wafa. D'autant plus que, en matière de programme politique, le parti de Mohamed Saïd ne sonne pas de rupture véritable avec Wafa, qu'il conviendrait, comme de juste donc, de désigner comme sa matrice. Et à moins que Mohamed Saïd, prenant acte de l'inflexion d'un Zerhouni qui a juré de ne pas délivrer quitus au retour de l'ancien FIS sous quelques formes que ce soit, ait pris soin de maintenir les profils problématiques loin son initiative, on peut juger que Dahou Ould Kablia a passé outre le serment de son prédécesseur.

Un jugement que conforte l'autorisation de tenir un congrès constitutif délivrée au Front pour la justice et le développement (FJD-EI Adala) de Abdallah Djaballah. Ce dernier, interrogé lundi dernier sur s'il ouvrirait son parti aux anciens militants du parti dissous, a naturellement soutenu que son nouveau-né est ouvert à tous les Algériens.

Autrement dit, y compris les anciens du FIS dissous. Autre ministre, autres mœurs ! Ce qui, chez Zerhouni, relevait du devoir politique, voire moral, en somme l'interdiction du retour du FIS dissous sur la scène politique, semble passer, aux yeux d'Ould Kablia pour de l'élément secondaire. Il est vrai qu'entre les magistrères des deux hommes s'est incrusté le printemps arabe, avec ses bourrasques qui ont balayé quatre dictateurs et empêché encore d'autres de trouver le sommeil.

L'attitude vis-à-vis de l'islamisme politique a, depuis, considérablement changé, du fait notamment du marketing soutenu d'un Occident qui travaille assidûment à vendre le modèle turc pour les pays arabes et maghrébins, qu'ils aient fait l'expérience de la révolution ou pas. Aussi, l'islamisme, y compris dans ses manifestations jadis radicales, est devenu éligible aux deals et compromis politiques avec les pouvoirs en place.

Ould Kablia semble jouer en facilitateur de ce compromis.

S. A. I.

DES ANCIENS DU FIS DISSOUS PARMIS SES MEMBRES FONDATEURS
Le FNC de Menasra temporairement recalé

Parce que des cadres et militants de l'ex-FIS figureraient parmi son équipe fondatrice, le FNC de Menasra doit attendre pour avoir le quitus lui permettant de tenir son congrès constitutif, le temps qu'il se conforme à la disposition de la toute nouvelle loi sur les partis politiques qui interdit aux cadres du parti dissous impliqués dans la décennie noire, les empêchant de renouer avec l'activité politique.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'interrogation était de mise, ce mardi, à la divulgation par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales de la liste d'une dizaine de nouveaux partis auxquels le quitus a été donné pour la tenue de leurs congrès constitutifs. Un listing, le premier, dit-on, puisque appelé à être suivi d'un autre qui doit intervenir, selon nos sources, au courant de la semaine prochaine, qui ne comprenait pas, à la surprise générale, le FNC, (Front national pour le changement), lancé par Abdelmadjid Menasra, l'ancien bras droit du défunt Nahnah avant qu'il n'enclenche une dissidence d'avec le MSP.

Et les supputations allaient bon train à propos des raisons de l'absence du FNC parmi ce premier lot de nouvelles formations politiques dont certaines sont en attente de ce fameux sésame depuis belle lurette. Mais selon des sources proches du dossier, le dossier déposé par l'équipe à Menasra au niveau du département de Ould-Kablia ne serait pas conforme aux dispositions de la nouvelle loi sur les partis politiques publiée au Journal officiel le 17 du mois en cours. Une loi qui, dans l'une des dispositions phares, concerne l'interdiction à toutes les personnes impliquées dans les actes de terrorisme durant les années 90 de créer un parti politique ou même d'en être

un simple membre. «Il est interdit à toute personne responsable de l'exploitation de la religion ayant conduit à la tragédie nationale» des années 1990 de «fonder un parti politique ou de participer à sa création», stipule le texte dans son article 4. Un article qui concerne directement les anciens cadres du FIS dissous intéressés par un come-back politique et qui font l'objet de convoitises de nombre de partis de la mouvance islamiste, existants déjà ou en cours de constitution.

Et c'est à ce niveau que ça coince pour le FNC dont certains membres fondateurs n'auraient pas droit à ce statut vu leur implication dans la décennie noire vécue par le pays. Ce que, d'ailleurs, le ministère de l'Intérieur aurait fait savoir aux promoteurs du parti. Autre point qui aurait joué en défaveur de ce nouveau parti à naître, sa propre dénomination qui ne serait pas du goût du secrétaire général du FLN qui l'a, par ailleurs, publiquement signifié, il n'y a pas longtemps, craignant que cette ressemblance joue de mauvais tours aux électeurs lors des scrutins, à commencer par les législatives de mai prochain.

Deux réserves qui ne semblent pas inquiéter outre mesure les promoteurs du FNC qui ont toujours affirmé prendre le temps qu'il faut, se disant, au passage, prêts au rendez-vous de mai prochain. Faut-il rappeler que le ministère de l'Intérieur a indiqué que l'examen de nouveaux dossiers de création de partis politiques «sera engagé avec diligence et tout aussi rapidement au fur et à mesure de leur finalisation par les membres fondateurs, avec lesquels les services du ministère de l'Intérieur demeurent en contact». Ce qui conforte l'hypothèse avancée ici et là quant à une seconde liste de nouveaux partis, dont justement le FNC, à rendre publique la semaine prochaine.

M. K.